

# Refusons d'être gouvernés par la peur !

Nous appelons tous ceux et celles qui partagent une même idée de la citoyenneté fondée sur des valeurs communes de liberté, d'égalité et de fraternité à le manifester !

## Sacrifier des libertés pour un sentiment de sécurité n'est-il pas un piège ?

L'ÉTAT D'URGENCE  
SERA MAINTENU JUSQU'À  
CE QU'ON PUISSE SE  
DÉBARRASSER DE  
DAESH...

ET DES  
SYNDICALISTES...

ET DES  
ÉCOLOS...



VERS UN ÉTAT D'URGENCE PERMANENT ?

Une société autoritaire, répressive, ne garantissant pas les droits des citoyens, ne peut nous protéger du terrorisme !

Qui ne veut pas vivre en sécurité ?

L'état d'urgence, état d'exception proclamé temporaire, doit-il devenir permanent ?

L'effet de surprise de ces actions peut-il être durable ?

Les réformes constitutionnelles éviteront-elles des attentats ?

Introduire dans la loi la notion de comportements ou d'intentions supposées au lieu d'examiner des faits ne risque-t-il pas de nuire à tout un chacun ?

Inscription dans la constitution  
de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité  
**Venez vous informer et en débattre**

Vendredi 5 février 20h 30  
Salle Michelet Place Michelet Houilles

## L'état d'urgence prolongé : un mode de gouvernement ?

Plus de 3000 perquisitions, plus de 300 assignations à résidence. Portes enfoncées, enfants traumatisés, pertes d'emploi, mises à l'index, dénonciations calomnieuses, ....

### 1 procédure judiciaire pour terrorisme !

Ne pouvait elle pas être obtenue sans l'état d'urgence ?

L'état d'urgence a été utilisé par le gouvernement et les préfets pour **interdire toute contestation sociale au nom de l' « ordre public »** : nombreuses manifestations interdites, gardes à vue prolongées par centaines, procédures contre des syndicalistes, assignations à résidence de personnes réputées « écologistes-radicales » ....

**La déchéance de nationalité pour les binationaux conduirait à créer deux catégories de français, aujourd'hui pour crime de terrorisme, demain pour quelle faute ?**

Inscription dans la constitution  
de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité :

**Venez vous informer et en débattre**

**Vendredi 5 février 20h 30**

Salle Michelet, Place Michelet, Houilles

Collectif local pour une société sans discriminations  
soutenu par : des citoyens, et les groupes locaux de ATTAC, EELV, Ensemble,  
Nouvelle Donne, NPA, PCF, MJCF,  
contact : sans.discriminations@laposte.net